Par delà les choix scolaires : les rapports de classes

Stéphane Beaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3063>

DOI : 10.4000/rfp.3063

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 77-80

ISBN : 978-2-84788-320-6

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Stéphane Beaud, « Par delà les choix scolaires : les rapports de classes », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 175 | avril-juin 2011, mis en ligne le 11 juin 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3063> ; DOI : 10.4000/rfp.3063

Par delà les choix scolaires : les rapports de classes

Stéphane Beaud

Nous nous permettons ici quelques brèves remarques à la lecture de ce très riche et stimulant dossier de la *Revue française de pédagogie*. Tout d'abord, il s'agit de reconnaître l'importance de l'avancée méthodologique que l'on trouve dans ces articles. S'il est bien connu que la méthode du suivi longitudinal est heuristique et particulièrement adaptée à l'étude des trajectoires scolaires, elle n'en souffre pas moins d'un certain nombre de biais – le travail sur des données individuelles permet difficilement de rendre compte des effets de contexte géographique et social –, qui sont ici dans une certaine mesure corrigés par la prise en compte d'autres données institutionnelles, géographiques et contextuelles, comme par exemple la tripartition collège de secteur/collège hors secteur/collège privé dans l'article de Choukri Ben Ayed. C'est cette manière de « retravailler » les panels – quitte à revenir de manière critique sur l'enquête princeps de l'INED de 1962, comme le font Sylvain Broccolichi et Rémi Sinthon dans leur article – qui aboutit à des résultats de recherche très neufs, mettant en relief le poids des inégalités en cours de scolarisation et mettant en cause de manière fort probante la notion d'auto-exclusion des familles populaires, trop vite avancée aujourd'hui par un certain nombre de rapports (voir par exemple Bodin, 2007), pour justifier une ouverture sociale réservée à une petite minorité d'élèves de milieu populaire, triés sur le volet au lycée et en quelque sorte exfiltrés des établissements situés en ZEP.

À la lecture de ces travaux de recherche, on ne peut qu'être frappé par le profond décalage qui existe aujourd'hui entre, d'une part, les présupposés du programme politique de « libéralisation » de l'école entrepris à marche forcée depuis 2007 par les gouvernements successifs de la présidence Sarkozy – différencier de plus en plus finement l'offre scolaire, y compris à l'intérieur des divers ordres d'enseignement (cf. la récente réforme des cursus au sein des lycées généraux), supprimer le « carcan » de la carte scolaire (créée en 1963) pour satisfaire au mieux les choix des familles et lutter contre les inégalités scolaires – et, d'autre part, les résultats des chercheurs en sociologie de l'éducation qui montrent les effets sans conteste profondément inégalitaires de cette politique : polarisation des établissements publics dans un même bassin scolaire, accentuation des inégalités en cours de scolarisation dans le nouveau régime d'études longues¹, prime remportée par l'enseignement privé dans le cadre de ce mouvement de concurrence généralisée entre les établissements (le « privé » est de plus en plus sélectif socialement et, dans les zones d'habitat populaire, se ferme de plus en plus aux familles populaires qui cherchent à fuir le collège du secteur²), enfermement des élèves des familles socialement les plus démunies dans des établissements au recrutement social de plus en plus homogène et défavorisé, etc. À la faveur de cette ouverture en trompe-l'œil des choix scolaires, se met en place dans le système d'enseignement secondaire

une logique de cercle vicieux dont les classes populaires les plus fragilisées socialement (et en tout premier lieu, les familles monoparentales et/ou les familles issues des dernières vagues de l'immigration), déjà aux prises avec un environnement économique et social qui leur est plus que jamais défavorable, ont toutes les chances d'être les victimes, dans un contexte de sauve-qui-peut institutionnel. En effet la question qui se pose de manière particulièrement aiguë aux collèges de la périphérie est la suivante : comment redorer le blason de son établissement si ce n'est en cherchant à se débarrasser auprès du voisin du « *mistigri* » que constitue aujourd'hui la clientèle scolaire défavorablement connue dans les établissements ?

Deuxième élément de réflexion, et en quelque sorte premier réflexe de sociologue : il s'agit aussi de replacer ces transformations scolaires dans le contexte des recompositions de la société française. On sait au moins depuis les fondateurs de l'école républicaine le rôle central, et longtemps idéalisé, attribué à l'école dans le processus de mobilité sociale ascendante. Depuis la fermeture des débouchés traditionnels sur le marché du travail pour les enfants de milieu populaire (pour le dire vite, les champs ou l'usine), l'école a été fortement investie par les familles populaires comme une voie de salut possible, et ce contrairement au thème en vogue, y compris au sein du monde enseignant, de la soi-disant « démission parentale ». Dans le contexte de l'intensification de la compétition scolaire et de l'ouverture des choix scolaires, on peut observer l'intensité des luttes qui se jouent actuellement autour de l'école, notamment lors de ces moments cruciaux de bifurcation que sont aujourd'hui dans le système d'enseignement français tant l'entrée en sixième (« choix du collège ») que l'entrée en seconde (choix entre lycée général et lycée professionnel ou apprentissage). Ces luttes autour de l'école apparaissent de manière archétypale dans les quartiers en voie de gentrification des grandes villes (Paris et banlieue parisienne, Lyon, Lille, Marseille, Toulouse, etc.). Au fond, on peut se demander si l'accroissement des enjeux et des « bagarres » autour du placement scolaire n'a pas comme véritable principe la confrontation entre classes sociales, et plus particulièrement entre les fractions des classes moyennes et populaires³. Confrontation qui prend sur ce nouveau front de luttes des classes que constitue aujourd'hui l'école, une violence et une âpreté inédites, révélant dans les interactions quotidiennes tout ce qu'elle a d'irréductible, n'en déplaise aux thuriféraires d'une moyennisation de la société française. C'est en ce sens que

tout ce qui se passe au moment du choix du collège ou de l'entrée au lycée revêt une si grande importance pour les familles populaires, et parfois même une dimension tragique pour les élèves : surtout lorsqu'ils se retrouvent privés du « bon » collège ou de l'accès en « lycée général », ce dernier étant perçu souvent à tort comme le meilleur moyen de mettre à distance un destin de classe tout tracé que représenterait à leurs yeux la voie du lycée professionnel. Pour le dire encore plus crûment, on peut considérer que le principal enjeu – difficilement dicible mais ô combien opérant – des choix scolaires des parents appartenant au haut des classes populaires (ce qui reste de la « classe ouvrière », des ouvriers à statut, des ouvriers stables, français et immigrés ici confondus) ou des petites classes moyennes semble bien consister dorénavant dans l'évitement, dans la scolarité de leurs enfants, des fractions déshéritées des classes populaires (voir les travaux en cours d'Olivier Schwartz, notamment Collovald & Schwartz, 2006). À savoir celles dont les enfants sont de plus en plus perçus comme intrinsèquement perturbateurs en classe et « infréquentables » dans le reste de l'espace scolaire ; celles aussi dont les enfants sont de plus en plus ouvertement désignés, non seulement par les fractions les plus à droite sur l'échiquier politique, mais aussi par les sociaux-libéraux ralliés à la cause du « *Blame the victim* », comme « irrécupérables » sur le plan social, de telle sorte qu'il faudrait repérer de plus en plus tôt leur potentielle dangerosité et si possible les éloigner au plus tôt des quartiers populaires pour les placer dans des internats à la campagne.

Dernier élément de réflexion en termes de politiques publiques et de moyens d'action. Une question semble désormais devoir être posée sans ambages : qui veut aujourd'hui cohabiter dans l'espace scolaire avec ces élèves dits « de banlieue », affublés dans l'espace public de toutes les tares sociales ? Corollaire qui n'est pas sans importance : que propose l'institution scolaire pour répondre à cette question, à nos yeux décisive ? Comment cette dernière peut-elle se passer aujourd'hui d'une réflexion sur son fonctionnement et sur l'accentuation de ses traits les plus repérables par la comparaison internationale et les plus critiquables, à savoir ceux qui la font ressembler à une immense gare de triage scolaire et social (cf. Palheta, 2010) dont le tamis, de plus en plus fin, exclut méthodiquement les enfants de la crise les moins dotés culturellement ? Quel rôle assigner aujourd'hui aux enseignants dans la prise en charge de cette question à la fois éducative et sociale ? En la matière, on ne peut qu'être profondé-

ment inquiet en observant la manière dont s'est effectuée la réforme de la formation des enseignants : non seulement celle-ci s'est faite dans l'urgence et au rabais (en diminuer le coût était le seul et unique objectif), mais elle ne peut à court terme qu'accroître le processus de dévalorisation du monde enseignant, tout en contribuant à tarir le filet des vocations enseignantes. Pierre Bourdieu rappelait souvent que, selon lui, la sociologie de l'éducation importe si et

seulement si elle est pensée comme une « anthropologie du pouvoir » (Bourdieu, 1989). La profonde dérégulation de l'école et l'abandon de toute perspective de démocratisation « par le bas » par le pouvoir en place ne cessent de démontrer le bien-fondé de ce précepte épistémologique.

Stéphane Beaud

Stephane.Beaud@ens.fr

École normale supérieure, centre Maurice Halbwachs

NOTES

- 1 Mettre au centre de l'analyse cette question est un résultat essentiel de l'article de Sylvain Broccolichi et Rémi Sinthon dont on peut penser par ailleurs qu'il fera date dans la discipline.
- 2 Voir les diverses recherches en cours sur l'assouplissement de la carte scolaire, dans le cadre d'un programme d'études de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale.
- 3 D'une part, le recours fréquent aux établissements privés et, d'autre part, l'inscription dans les meilleurs établissements scolaires publics, liée au privilège de la résidence dans les beaux quartiers ou dans les centres-villes des métropoles régionales, permettent aux classes supérieures d'échapper au dilemme des choix scolaires des classes moyennes.

BIBLIOGRAPHIE

- BODIN Y. (2007). *Diversité sociale dans les classes préparatoires aux grandes écoles : mettre fin à une forme de "déficit d'initiation". Rapport d'information n° 441, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la mission d'information*. Paris : Sénat. Disponible sur Internet à l'adresse : <<http://www.senat.fr/rap/r06-441/r06-441.html>> (consulté le 6 mai 2011).
- BOURDIEU P. (1989). *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris : Éd. de Minuit.
- COLLOVALD A. & SCHWARTZ O. (2006). « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire ». *Vacarme*, n° 37, p. 19-26.
- PALHETA U. (2010). *L'enseignement professionnel dans l'École massifiée. Fonctions, structure et usages d'un ordre d'enseignement dominé*. Thèse de doctorat, sociologie, Institut d'études politiques de Paris.